

Europe/Proche-Orient

Réflexions sur la fracture médiatique

Europe-Middle East. About the media gap

Claire Gabrielle Talon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7707>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.7707](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7707)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 235-246

ISBN : 978-2-86480-828-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Claire Gabrielle Talon, « Europe/Proche-Orient », *Questions de communication* [En ligne], 10 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7707> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7707>

Tous droits réservés

CLAIRE GABRIELLE TALON

Centre d'études et de recherches internationales, CNRS
Institut d'études politiques, Paris
claire.talon@sciences-po.org

EUROPE/PROCHE-ORIENT. RÉFLEXIONS SUR LA FRACTURE MÉDIATIQUE

Résumé. — La couverture du conflit israélo-palestinien par la télévision française a révélé les impasses d'une pratique sclérosante de l'objectivité, conçue comme un moyen de neutraliser les oppositions. Mais, être objectif n'implique pas de dépassionner le débat. Plutôt que la négation des points de vue, l'objectivité ne doit-elle pas être pensée comme la confrontation des opinions, la mise en scène des antagonismes ? Car si les médias ne doivent pas pécher par *hybris*, ils n'ont pas non plus pour fonction d'évacuer les passions. À l'heure de la création des grandes chaînes internationales à « point de vue », choisir de repousser l'actualité proche-orientale aux marges de l'information télévisée, c'est à la fois prendre le risque d'aggraver la fracture médiatique entre le degré de politisation des opinions publiques, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, mais aussi faire un choix politique. Car la question de la place du conflit israélo-palestinien à la télévision française est aussi celle de la place de la France au Proche-Orient.

Mots clés. — Conflit israélo-palestinien, point de vue, objectivité, passions, opinion publique, débat, fracture médiatique.

En France, le déclenchement de la deuxième Intifada, puis l'effondrement des espoirs de paix soulevés par les accords d'Oslo, ont été à l'origine de débats houleux sur la couverture du conflit israélo-palestinien par les médias, accusés tour à tour de faire preuve d'antisémitisme ou d'islamophobie. Largement exposés par voie de presse, les arguments des deux parties ont fait l'objet de nombreuses publications, et se sont vus relayés par quelques procès retentissants. C'est dans le cadre de cette querelle que s'inscrit la critique de Daniel Dayan (2005), qui voit dans la couverture de l'actualité proche-orientale par les médias français et européens, « le retour de la grande tradition de l'antisémitisme théologique ». Cependant, il va plus loin dans son analyse, en diagnostiquant une pathologie structurelle inhérente à tout dispositif médiatique : l'existence de « grands récits », à caractère mythologique, conditionnerait la fabrique de l'information, en incitant les journalistes à construire des « pseudo-événements » qui contredisent la vérité des faits. En outre, cette tendance ne résulterait pas de volontés particulières, identifiables et condamnables en tant que telles, mais plutôt d'une attente collective plus ou moins inconsciente, ce qui évacue la question de l'intentionnalité de l'antisémitisme des journalistes, au profit de l'analyse des contenus, ce que Daniel Dayan (*ibid.* : 206) appelle la « pragmatique de la monstration ». En conséquence, il prône le retour à une certaine conception de l'objectivité, définie classiquement comme le consensus établi sur les faits et permettant le débat public, tout en plaidant pour un traitement plus distant de l'actualité au Proche-Orient : cette région lointaine, « plus mythique que géographique », ne mériterait pas un traitement médiatique de premier plan.

Pourtant, on peut se demander si cette conception de l'objectivité, pensée comme le plus petit dénominateur commun d'information cautionnable par tous¹, est véritablement pertinente en temps de guerre, lorsque c'est précisément la qualification des événements qui fait débat. En ce qui concerne les événements du Liban, faut-il parler de « guerre entre Israël et le Hezbollah »², ou d'« intervention militaire israélienne contre le Liban »³ ? La question s'est posée en des termes quasi identiques lors du débarquement des troupes américaines en Irak en avril 2003 : choisirait-on de parler de l'« intervention américaine en Irak », de la « guerre en Irak » ou de la « guerre contre l'Irak », comme

¹ Pour reprendre les termes de D. Dayan (2005 : 218), l'objectivité serait ce qui « permet [à des publics différenciés] de se faire une idée de certains événements à partir de récits qui doivent s'accorder sur un certain nombre d'éléments pertinents ».

² « Liban : le cessez-le-feu est entré en vigueur » (Libération.fr – avec agences –, www.libération.fr/actualite/monde/198575.FR.php, 14/08/06).

³ Gas V., « Israël veut punir le Liban » (www.rfi.fr/actu/fr/articles/079/article_45042.asp-36k, 13/07/06). Voir aussi : Bolopion Ph., « Israël à l'assaut du Liban » (*Le Monde*, 14/08/06).

a choisi de le faire Al-Jazira ? Comment les journalistes pourraient-ils imposer du consensus, puisque comme on sait, la seule présentation des faits implique une vision du conflit, voire un décentrement du regard ? On se souvient des critiques qu'avait essuyées Hubert Beuve-Méry pour avoir publié, aux dépens de ses propres convictions, le 20 septembre 1961, en pleine guerre d'Algérie, une lettre du général Salan niant toute responsabilité dans l'attentat qui venait de viser le général de Gaulle (Simon, 2005 : 64). Dans le cas du conflit israélo-palestinien, c'est à chaque regain d'agressivité la question de l'antériorité et de la légitimité de la violence qui est posée, question que la longueur et la complexité du conflit rendent d'autant plus sensible et délicate. Le fait en tant que tel ne fait sens que par rapport à d'autres faits, et toute mention d'un événement implique inéluctablement une manipulation par omission. Quand on me montre un raid israélien, affirme Daniel Dayan (2005 : 204), il faut d'abord me montrer l'explosion à laquelle ce raid répondait. Certes, répondra le téléspectateur pro-palestinien, mais, dans ce cas, il faut aussi me montrer la destruction de trois maisons palestiniennes par Tshal deux semaines plus tôt, et ainsi de suite... Au demeurant, comment les journalistes pourraient-ils résoudre cette question, que soulève toute présentation des faits, puisqu'elle est précisément l'objet de la guerre ? C'est cette complexité, les violences entremêlées sur le long terme (plus de 60 ans), et la sensibilité des enjeux, résultant elle-même de la spécificité du génocide juif, qui donne au conflit israélo-palestinien son caractère unique. On peut alors gager que la présentation « objective » du moindre fait ne fera jamais l'unanimité auprès des intéressés, puisque la simple mention du fait lui-même implique l'occultation d'autres faits, le tout relevant d'un débat historique de fond sur les origines du conflit, remontant à la création de l'État d'Israël.

Dans ces conditions, faut-il voir dans le procédé qui consiste à tenir le compte quotidien des morts de l'Intifada dans un JT, un « rituel » médiatique antisémite, comme le fait Daniel Dayan (2005 : 202) ? Si tant est que le procédé soit réel et représentatif d'une pratique répandue⁴, l'énumération répétitive des morts et des blessés de l'Intifada, dont la balance mathématique fait systématiquement pencher le compte macabre en faveur des Palestiniens⁵, comme des Libanais aujourd'hui, est-elle le fruit d'un complot médiatique à caractère antisémite ? Plutôt qu'une volonté incantatoire, son côté litanique ne révèle-t-il pas l'incapacité des médias à lui donner un sens autre que celui de la

⁴ En effet, D. Dayan ne cite ni le nom de la chaîne concernée, ni les références du journal en question.

⁵ Selon les chiffres de l'AFP : 1776 Palestiniens et 596 Israéliens tués au cours de la deuxième Intifada, (*Les Cahiers du Monde diplomatique*, « Proche-Orient, la déchirure », « Chronologie de la deuxième intifada (2002) » (<http://www.mondediplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronointifada2part2>).

répétition ? Car si le rapport de force et la configuration des affrontements lors des deux Intifadas (enfants armés de lance-pierres contre blindés israéliens) était effectivement propice au développement du thème de David et Goliath, comment ignorer l'autre grande figure du conflit israélo-palestinien, qu'est celle du kamikaze, qui réactive inéluctablement l'image du palestinien fanatique et cruel ? En outre, on se souvient de l'argument qui voudrait que les mères palestiniennes envoient de gaieté de cœur leurs enfants à la mort... Oscillant entre ces deux grands récits, des Israéliens abusant de leur force et des Palestiniens fous de Dieu, les médias hexagonaux, plutôt que de faire preuve de partialité, se sont souvent montrés incapables de donner au conflit un sens autre que celui du coup pour coup, faisant de l'affrontement israélo-palestinien « un feuilleton sans fin, où les bons et les méchants s'échangent régulièrement les rôles »⁶, selon l'expression d'Amos Gitai. Car, s'il y a un mythe bien présent en ce qui concerne la question proche orientale, c'est celui du Talion : Abel et Caïn plus que David et Goliath. Cette vision d'un interminable jeu de massacre et de représailles, où l'attaquant et l'attaqué ne cessent d'intervertir leurs rôles, donne au conflit un caractère monotone, mécanique, et sans issue, en renvoyant dos-à-dos les adversaires. L'idée d'une machine infernale, dont les ressorts seraient à jamais indécidables, ne pouvant que provoquer l'incompréhension et le désarroi, est parfaitement rendue par les expressions d' « engrenage », de « flambée de violence », de « spirale de la violence » et de « fuite en avant »⁷, qui sont devenues les leitmotivs des journaux télévisés sur le sujet. Ce mélange d'incompréhension et de désarroi s'exprime en des termes d'une naïveté confondante, avec la mise au point publiée par le journal *Le Parisien*, le 1^{er} août 2006 : « Qui est l'agresseur, qui est l'agressé ? Ça dépend de quel point de vue on se place »⁸.

Au bout du compte, c'est ce choix éditorial – tenter de créer artificiellement un impossible consensus en renvoyant dos-à-dos les adversaires – qui n'a provoqué, au sein de l'opinion publique, au mieux que de l'incompréhension, au pis de l'exaspération ou de la colère, et qui, en France, a conduit le débat sur la couverture médiatique du conflit à prendre plus d'importance que le conflit lui-même. Insensiblement, le débat s'est déplacé de l'Intifada au Proche-Orient à la question de l'antisémitisme en France. La question n'était plus de savoir combien de morts faisait chaque jour l'Intifada, de quel bord et dans quelles conditions, mais qui, en France, allait défendre le point de vue israélien ou palestinien, en quels termes et inversement. Ainsi Esther Benbassa,

⁶ Gitai A., « Espoirs en ruine dans le camp des modérés » (*Le Monde*, 09/08/06).

⁷ Samson D., RFI.fr : www.rfi.fr/actu/fr/articles/080/article_45496.asp (09/08/06).

⁸ Gerschel Fr., Cantaloube Th., « Dix questions pour comprendre le Liban » (*Le Parisien*, 01/08/06).

Etienne Balibar, Dieudonné, Alain Finkielkraut, Claude Lanzmann, Bernard-Henri Lévy, Pierre Vidal-Naquet sont-ils devenus les véritables acteurs d'un feuilleton franco-français. Dès lors, on comprend combien l'actualité proche-orientale a pu devenir un sujet épineux pour les journalistes. Comment présenter l'actualité du conflit israélo-palestinien, d'une façon qui, à défaut d'imposer un impossible « consensus », soit satisfaisante pour tous, quand le cours des événements cristallise les oppositions au sein de leur lectorat et divise violemment les téléspectateurs ? Face au discours muet des chiffres, à la lénifiante monotonie des morts, le rôle du journaliste est-il de tenir des comptes d'apothicaire ? Faut-il attendre de lui qu'il érige des hiérarchies macabres entre les « scandales » et les « scandales absolus », comme le demande Daniel Dayan (2005 : 201) ? Son travail est-il d'asséner des définitions contestées, de faire des choix cornéliens, d'imposer des hiérarchies et des valeurs ou, au contraire, de questionner les faits, de mettre en demeure les définitions et les qualifications ?

Le Proche-Orient : point aveugle des JT

D'années en années, recyclant leur lot d'expressions absurdes (« violence aveugle », « guerre qui ne dit pas son nom », « flambée de violence », « escalade de la violence »⁹) qui ne reflètent rien d'autre que leur propre incapacité à mettre un nom sur les événements, les médias contribuent à produire de l'illisibilité et de l'incompréhension. Pourtant, rien de moins aléatoire ni arbitraire que le conflit israélo-palestinien, avec ses règles – certes complexes –, ses problématiques, et ses enjeux bien spécifiques. Au-delà de la condamnation morale, quel sens faut-il donner aux attentats kamikazes ? Sont-ils, comme l'affirme Daniel Dayan (2005 : 199), la preuve d'une société « spectaculairement multiethnique », ou de l'occupation par Israël de territoires étrangers ? Quel sens donner au vote Hamas : politique ou religieux ? Mais ce qui fait l'intérêt et la complexité du conflit israélo-palestinien, c'est surtout qu'il pose un certain nombre de dilemmes éthiques auxquels la justice internationale n'a pas réussi à imposer de réponse jusqu'à nouvel ordre : est-il légitime de sanctionner une population civile pour ses choix démocratiques ? « Qu'est-ce qui sépare "moralement" l'aviateur qui détruit froidement des immeubles d'habitation de l'activiste qui pose une bombe dans un centre commercial ? »¹⁰. Le droit à l'existence d'un État légitime-t-il le recours à la « démesure »¹¹, dans l'emploi de la force ? Ne pas poser

⁹ Lévy-Willard A., « Escalade militaire au Liban » (*Libération*, 10/08/06).

¹⁰ Kammourieh A., « Liban, un massacre pour quoi faire ? » (*Le Monde*, 12/08/06).

¹¹ Lanzmann Cl., « Que reste-t-il des espoirs nés des accords d'Oslo ? » (*Le Monde*, 03/08/06).

ces questions, c'est rendre le conflit illisible. Car en situation de guerre, le rôle du média ne peut pas être d'imposer artificiellement du consensus, mais de provoquer le débat. C'est toute la différence entre un média et une agence de presse.

Si à chaque regain de violence au Proche-Orient, les pages « Débats » et « Horizons » du *Monde*, les pages « Courrier » et « Rebonds » de *Libération* prennent une ampleur sans précédent, on chercherait en vain dans le programme des chaînes de télévision française de véritables débats sur les enjeux et les questions qui sont au cœur du conflit israélo-palestinien. Plutôt que d'organiser de réelles controverses, la télévision préfère inviter des experts à éclaircir des points précis ou à faire de vagues pronostics. Et lorsque Daniel Mermet lance le débat en ouvrant l'antenne aux auditeurs, il se retrouve devant le Tribunal correctionnel de Paris pour répondre d'accusation d'antisémitisme. En outre, loin de faire la « une » de l'actualité télévisée, le conflit israélo-palestinien occupe sur les écrans français une place moindre que celle qui est la sienne dans les grands quotidiens nationaux. Pour s'en convaincre, il suffit de constater le statut et le temps qu'on lui accorde dans les hiérarchies des JT. Le 15 août 2006, l'annonce d'un cessez-le-feu au Liban arrive en septième position au journal de 20 heures, sur TFI. Souvent, le parti pris, qui consiste à faire passer quasi systématiquement l'actualité nationale devant l'actualité internationale, se double d'une appréciation des situations critiques qui frise le mauvais goût. Ainsi, tout au long des combats qui ont lieu au mois de juillet/août sur le sol libanais, TFI proposera-elle à plusieurs reprises des reportages répétés sur les souffrances des Français dans le bateau qui les transporte à Larnaca, sans même mentionner le nombre des victimes libanaises¹². Le vendredi 4 août 2006, *Soir 3*, qui prend pourtant soin de mentionner qu'il s'agit au

¹² Le 18 juillet 2006, le journal de 13 heures de TFI, après avoir consacré sa une à la chaleur dans le Sud-Ouest, propose un reportage au Liban sur les souffrances des Français dans le bateau qui les transporte à Larnaca. Le présentateur enchaîne abruptement par un « quant aux Libanais qui tentent d'échapper aux bombardements », sans donner aucun chiffre (pourtant, il y a eu 9 morts dans une caserne le matin même), puis mentionne 11 blessés et 12 morts civils en Israël. Le 20 juillet, sur TFI à 13 heures, le conflit au Proche-Orient est présenté en 4 minutes, en sixième position (après la mort du cinéaste Gérard Oury, les orages, les dispositifs anti-canicule en Alsace, à Nantes et à Besançon). À un reportage sur un quartier sud de Beyrouth, tenu par le Hezbollah, succèdent des images de *marines* américains débarquant à Beyrouth, puis un long reportage sur les Français du Liban : un avion militaire de rapatriement arrive à Roissy, 500 Français sont évacués à Tyr, 300 Français évacués vers Larnaca. Dans le reportage à bord du bateau, un anonyme s'exclame : « On ne peut que remercier la France, le Liban est devenu un pays de fous ! La vie humaine n'a plus aucune valeur ! ». On passe ensuite en Israël, où un reportage de M. Floquet apprend que, depuis le début du conflit, 29 personnes dont 15 civils y ont été tuées par les bombardements du Hezbollah. Mais où sont passées les victimes libanaises ? À ce jour, on compte pourtant au Liban, depuis le 12 juillet 2006, 285 civils et 24 soldats tués, 538 civils et 64 soldats blessés.

Liban de « la pire journée depuis le début du conflit », ne positionne l'actualité proche orientale qu'en troisième place après l'évacuation du camping d'Argelès, à cause d'un incendie, entre la disparition de deux marins à Darfleur et l'augmentation des tarifs EDF. Quant à l'actualité israélo-palestinienne durant le conflit libanais, elle aura été tout bonnement évacuée des JT. Pourtant, durant le seul mois de juillet 2006, 163 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza dont 78 civils avec notamment 33 enfants¹³, et l'Irak est au bord de la guerre civile.

C'est sans compter les approximations, les erreurs, les omissions, les amalgames et les traductions erronées qui sont le lot des reportages et des commentaires sur le conflit israélo-palestinien. Regrettant à juste titre la réduction du sionisme à une essence a-historique, Daniel Dayan néglige de mentionner le traitement abracadabrant réservé par la télévision à l'Islam et à ses avatars. On ne compte plus sur le petit écran les confusions entre musulman, islamique et islamiste. Face au traitement grossier de l'actualité proche-orientale sur les écrans français, propice à alimenter toutes les méconnaissances, comment s'étonner d'entendre le Président du Sénat confondre le Hamas et le Hezbollah ?¹⁴ Mais comment pourrait-il en être autrement quand TFI, dont les JT sont les plus regardés de France¹⁵, compte en tout et pour tout cinq correspondants permanents dans le monde¹⁶ (à Washington, Jérusalem, Londres, Moscou et Rome), « contre plus d'une vingtaine pour les chaînes publiques allemandes et 38 pour la BBC World »¹⁷. Sa filiale LCI, l'une des principales chaînes françaises d'information en continu, ne déclare elle-même, pour 14 bureaux en province, que six bureaux à l'étranger¹⁸, exploitant le réseau de TFI. Le groupe France Télévisions, dont les ressources sont deux fois moindres que celles de la BBC et de la Deutsche Welle¹⁹, ne compte que dix correspondants dans le monde. France 24, la chaîne française internationale d'information en continu, dont le lancement est prévu pour décembre 2006 et qui s'appuiera sur le réseau de correspondants de TFI, France 2 et France 3, disposera d'un budget de 65 millions d'euros, quand celui de la BBC est de 510 millions d'euros, et celui de CNN atteint 887 millions de dollars. Alors que « la presse nationale d'information et politique » subit une crise sans précédent²⁰, la France se distingue par un manque d'investissement public

¹³ « Rectificatifs et précisions » (*Le Monde*, 22/08/06).

¹⁴ « Des cerveaux pour le Liban » (*Le Canard Enchaîné*, 02/08/06).

¹⁵ Source *Médiamétrie*.

¹⁶ Bénilde M., « Une CNN à la française » (*Le Monde diplomatique*, janv. 2006).

¹⁷ Endeweld M., « Plongée à l'intérieur des journaux télévisés » (*Le Monde diplomatique*, déc. 2005).

¹⁸ <http://tfl.lci.fr/infos/lci>.

¹⁹ Source : Observatoire européen de l'audiovisuel.

²⁰ Galinier P., « La crise de la presse alarme le gouvernement » (*Le Monde*, 21/07/06).

en matière d'information. Quand les grandes chaînes satellitaires d'information (CNN, Skynews, BBC World, Fox News, Al-Jazira) façonnent désormais les perceptions de l'actualité à l'échelle de la planète, force est de constater que les Français ne disposent pas aujourd'hui d'un grand média télévisuel d'information à la fois populaire et de qualité. Alors que, partout dans le monde, de grands médias d'information internationale jouent un rôle politique de plus en plus prépondérant et deviennent des acteurs à part entière des relations internationales, en contribuant à politiser et à mobiliser les opinions publiques à grande échelle et à contrer les politiques, faut-il laisser aux lecteurs du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro* et du *Monde Diplomatique*, le monopole de l'information sur les grandes crises qui agitent la planète ? À l'heure où les chaînes à point de vue (Fox News, Al-Jazira) connaissent une popularité sans précédent²¹, alimentant un phénomène que d'aucuns n'hésitent plus à qualifier de « guerre médiatique », le téléspectateur français doit-il, faute d'information, rester incapable de se faire un avis motivé sur les grands enjeux géopolitiques du moment ? À cet égard, la frilosité des télévisions françaises, privées ou publiques à engager un véritable débat sur le conflit israélo-palestinien, leur volonté manifeste de ne pas aborder les points sensibles, de renvoyer dos à dos les acteurs sans confronter les positions, de reléguer l'actualité proche orientale dans les limbes des journaux télévisés, est révélatrice d'une désinvolture qui pourrait rapidement se révéler coupable. Non seulement cette conception frileuse et lénifiante de l'objectivité va à rebours des tendances médiatiques internationales, mais elle pourrait s'avérer dangereuse à très court terme.

Informer dans la guerre : évacuer les points de vue ou mettre en scène les passions ?

Aujourd'hui, les plus puissantes chaînes d'information du monde ont fondé leur pratique sur la notion de « point de vue ». L'objectivité y est conçue et présentée comme la confrontation des opinions, et l'identité de ces chaînes repose sur la revendication d'un certain regard sur l'information. Par leur intermédiaire et pour des millions de personnes, l'information internationale est devenue un spectacle et une nourriture quotidienne. Face à la difficulté d'établir un consensus sur les faits en temps de guerre, ces médias ont développé une conception de l'objectivité plus combative et plus martiale, fondée sur la confrontation des opinions, selon la pratique anglo-saxonne des *both sides of the stories* (les deux côtés des histoires), dont le fameux Larry King sur CNN avait

²¹ Castells M., « Émergence des médias de masse individuels » (*Le Monde diplomatique*, août 2006).

fait la recette de son *talk show*. Si cette pratique renvoie à une vision agonique et artificiellement binaire de l'actualité, susceptible de cristalliser les oppositions plutôt que de favoriser un véritable dialogue, elle a cependant le mérite de donner de l'épaisseur et de la vie aux enjeux politiques. Chaque soir, sur Al-Jazira, pour plus de 45 millions de téléspectateurs arabophones, des professionnels du débat télévisé mettent en scène et théâtralistent l'actualité internationale à grand renfort d'effets de manche, d'empoignades et d'envolées mémorables, polarisant les oppositions, définissant de nouvelles normes, informées et vindicatives, d'appréhension de l'actualité internationale.

Notre pratique de l'information repose sur des partis pris méthodologiques et conceptuels arrêtés : nous séparons clairement, comme le manifeste la division des rubriques dans les quotidiens, l'information et le débat ; nous séparons aussi les faits des opinions, les événements des points de vue. L'« information » est ce qui ne fait pas débat, ce qui doit être reçu « à genoux » pour reprendre l'expression de Daniel Dayan (2005 : 202). Les journaux ont aménagé une pagination spéciale, séparant les articles informatifs des débats d'idées, imposant une séparation artificielle entre l'information elle-même, qui doit faire consensus, et le débat qu'elle doit provoquer. Mais l'information n'a jamais été neutre. Elle est le débat. La simple présentation des événements est un point de vue, comme le prouve l'utilisation de *style books* dans les rédactions. Guerre ou conflit ? Bavure ou crime de guerre ? Élimination ou assassinat ? Peut-on parler d'« escalade » si l'équilibre des forces n'est pas le même ? Toutes ces questions, qui se posent dans les salles de rédaction et qui sont résolues – par qui ? quand ? comment ? – avant la diffusion, ne devraient-elles pas précisément se poser à l'antenne ? Faire l'objet du reportage ? Car s'ils doivent effectivement éviter l'*hybris*, ce que Daniel Dayan appelle « démesure » (*ibid.* : 209), les médias n'ont pas pour autant pour rôle d'ignorer les passions. Au contraire d'un traitement froid, le média ne doit-il pas être le lieu de la catharsis, de la purgation des passions, en permettant au conflit de se jouer sur la scène symbolique et pas dans la rue ? On en a fait l'expérience en France avec le regain des violences antisémites et islamophobes durant et suite à l'Intifada.

À cet égard, l'argument de la distance géographique, invoqué par Daniel Dayan (*ibid.* : 202) pour motiver une mise à distance du conflit israélo-palestinien dans les médias français (et qui est un des critères centraux de la hiérarchisation de l'information, sous le titre de « loi du mort-kilomètre »), pose doublement problème. D'abord, parce qu'il y a un énorme décalage entre la nature et la somme des informations disponibles en France et dans le monde arabo-musulman : « Car si du côté français on veille, tous médias confondus, à [...] reléguer [la guerre au Liban] bien loin derrière Zidane et la canicule, et à n'en donner que

les images les plus soft, du côté des chaînes arabes, c'est une boucherie que des millions de foyers vivent en direct avec les envoyés spéciaux d'Al-Jazira et d'Al Arabiya »²². Quand les téléspectateurs français suivent de loin en loin les péripéties de guerres qui leur paraissent lointaines et obscures, des millions d'Arabes vivent au contraire, au jour le jour, par l'intermédiaire de chaînes d'information internationales, les conséquences de l'interventionnisme des démocraties occidentales. Ces dernières cherchent à imposer par la force leur « vision du Proche-Orient » – comme le font les États-Unis, ou interviennent activement dans la vie politique des États de la région – comme l'a fait la France, qui fut le maître d'œuvre de la résolution 1559. De fait, si la plupart des Français ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe au Proche-Orient, si une infime minorité d'entre eux est susceptible de faire la différence entre Sunnites et Chiites et de comprendre les enjeux politiques et religieux qui divisent l'Irak en guerre, force est de constater que l'inverse n'est pas vrai. Pour avoir interviewé des publics arabes très divers depuis plus d'un an, je peux attester de leur connaissance de l'actualité américaine, européenne et française en particulier. Aujourd'hui, au Caire, au Yémen, en Arabie Saoudite, le grand public est au fait des derniers événements et des enjeux qui agitent la scène politique française. Les émeutes dans les banlieues à l'automne 2005, le débat sur l'expulsion des sans papiers sont désormais des faits connus du grand public arabe. Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy, Dominique de Villepin, Mohamed Arkoun sont des noms familiers, depuis leur passage sur Al-Jazira. Quelle ne fut pas ma surprise, à l'occasion de la Coupe du monde de football 2006, lors du match France-Portugal, d'entendre le commentateur d'ART se gausser de voir l'équipe de France sauvée par « des Noirs et des Arabes » au moment où la France « expulsait ses immigrés »... En outre, les médias arabes sont à l'origine d'une importante production médiatique sur les médias occidentaux et européens, leurs approches, leurs problèmes, leurs défauts, leur vision de l'Islam, et précisément, leur traitement de l'actualité proche orientale.

Conclusion

Ce décalage informatif, que l'on peut qualifier de véritable « fracture médiatique », est mesurable à l'aune des réactions provoquées par les attentats du 11-Septembre aux États-Unis et en Europe. Pour les opinions publiques occidentales, cet acte a été accueilli par un sentiment de surprise, il était littéralement incompréhensible. Par-delà la colère et l'écoeurement pour de tels crimes, s'exprimait et se ressassait la stupéfaction : pourquoi nous ? Quelle logique pouvait-elle bien être à

²² Kacimi M., « Faut-il raser le Liban ? » (*Libération*, 01/08/06).

l'œuvre derrière ces actes barbares ? Et la morale fut souvent expéditive : ces actes étaient parfaitement irrationnels. Mais pour des millions d'Arabes, indépendamment des sentiments de condamnation ou de satisfaction qu'ils provoquèrent, ces actes avaient un sens très clair, ils pouvaient s'expliquer logiquement et se lire comme la conséquence d'autres faits. Par delà les réactions de détresse ou de joie, pourquoi les événements faisaient-ils sens pour les uns et pas pour les autres ? Dans les mois qui suivirent, des opinions publiques ahuries découvraient aux États-Unis et en Europe, les ravages causés par le conflit israélo-palestinien et les liens ambigus qui liaient depuis longtemps le gouvernement américain aux islamistes et aux gouvernements arabes... Il a fallu une catastrophe de cette ampleur pour que l'actualité proche-orientale trouve sur nos écrans, pour un moment seulement, une place conséquente sans que jamais soit véritablement questionné le rôle joué par les médias dans ce décalage entre les opinions publiques. Comment prétendre, comme le fait Daniel Dayan (2005 : 202), que le Proche-Orient est une région « lointaine », quand à Londres et à Madrid, l'engagement de ressortissants européens dans les rangs du jihadisme international a déjà fait des dizaines de morts ? Quand les populations juives et musulmanes sont sollicitées par des médias communautaires, voire directement par des gouvernements étrangers pour se mobiliser en faveur de l'une ou de l'autre partie²³, et même invitées à émigrer dans la région²⁴, à l'heure où l'Europe, et la France en particulier, aspire à jouer un rôle diplomatique de premier plan dans la région en se posant en tiers vis-à-vis des États-Unis, faut-il attendre qu'une nouvelle catastrophe ensanglantant les rues de Paris pour que les Français aient droit à une information conséquente sur ce qui se passe au Proche-Orient ? Si, comme l'écrit Joseph Samaha, éditorialiste au quotidien *Al Akhbar* « depuis deux ans, au Liban, la France fait partie du problème [...] »²⁵, on est en droit de s'inquiéter.

À cet égard, poser la question de la place de l'actualité proche-orientale sur les écrans français, c'est aussi poser celle du rôle de l'Europe sur la scène proche-orientale. En la matière, le choix à faire relève d'une vision politique : repousser le Proche-Orient aux marges des écrans et de l'actualité européenne, c'est prendre le parti d'y reléguer artificiellement

²³ Comme le fait l'ASBI (Association pour le bien-être des soldats israéliens), ou la télévision *Al Manar*, qui cherche à mobiliser, par exemple à travers son journal en français, les jeunes européens en faveur du Jihad.

²⁴ Le 18 juillet 2004, A. Sharon appelait les Juifs de France à immigrer immédiatement en Israël.

²⁵ Naïm M., « Le gouvernement libanais souhaite que Paris renforce sa participation » (*Le Monde*, 25/08/06).

une guerre qui a tendance à s'exporter. Au contraire, lui donner une place de choix sur les écrans, c'est pour reprendre les mots d'Étienne Balibar, laisser sa chance à une « paix méditerranéenne », plutôt que de croire regarder, de loin, une « guerre au Proche-Orient »²⁶.

Références

Dayan D., 2005, « Pour une critique des médias », *Question de communication*, 8, pp. 195-222.

Simon Fr., 2005, *Journaliste. Dans les pas d'Hubert Beuve-Méry*, Paris, Éd. Arléa.

²⁶ Balibar É., « Guerre en Orient ou paix en Méditerranée ? », 19/08/06).